

## Décision du Président n° DEC-2020/0383

### OPAH SEINE-ESSONNE - ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE AU BENEFICE DE MONSIEUR MICHEL BARBIER

Le Président de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 11-I-1°-h,

Vu la loi n° 020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,

Vu l'ordonnance n° 2020-326 du 25 mars 2020 relative à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics,

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 7,

Vu la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) du territoire de Seine-Essonne en date du 24 août 2015, approuvée par délibération de la communauté d'agglomération Seine-Essonne en séance du 22 juin 2015,

Vu le règlement d'attribution des aides de l'OPAH Seine-Essonne, approuvé par la communauté d'agglomération Seine-Essonne en date du 16 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 à la convention d'OPAH Seine-Essonne, approuvé par délibération n°DEL-2017/315 du bureau de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud en date du 4 juillet 2017,

Vu l'avenant n°2 à la convention d'OPAH Seine-Essonne, approuvé par délibération n°DEL-2018/268 du bureau de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud en date du 3 juillet 2018,

Considérant la demande d'aide financière de Monsieur Michel BARBIER pour la création complète d'une salle de bain, d'un montant total de 1 550 €,

Vu la délibération n°DEL-2019/178 du conseil communautaire en date du 28 mai 2019 portant délégation d'attributions au Président en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,





## DECIDE

### ARTICLE 1 :

D'attribuer une subvention de type "Adaptation" pour la réalisation de travaux effectués au 34 rue Jean-Jacques Rousseau à Corbeil-Essonnes, conformément au dossier n°202003-07 de Monsieur Michel BARBIER pour la création complète d'une salle de bain, d'un montant total de 1 550 €.

### ARTICLE 2 :

Dit que ladite subvention est soumise au règlement d'attribution des aides de l'OPAH Seine-Essonne apparaissant dans la convention d'OPAH et ses avenants 1 et 2.

### ARTICLE 3 :

Dit que le Président et le Directeur général des services de la communauté d'agglomération sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

### ARTICLE 4 :

Ampliation de la présente décision sera publiée selon les prescriptions légales et transmise à Monsieur le Préfet de l'Essonne et à Monsieur le Comptable public d'Evry-Courcouronnes.

Fait à Evry-Courcouronnes, le 20 mai 2020

**Michel BISSON**  
Président

Pour le Président et par délégation  
**Corinne CORDIER**  
Directeur Général des Services Délégué

*Transmis en Préfecture le 25 mai 2020*

*Publié le 25 mai 2020*

*sur le site internet de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart.*

*La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite d'acceptation, sauf exceptions prévues à l'article 21 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et par les décrets d'application de ce texte. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai deux mois. La saisine du tribunal peut s'effectuer par voie dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*